Extrait du Libération Afrique

http://www.liberationafrique.org

Déclaration Finale de la Deuxième édition du Forum Social du Burkina

- Pays - Burkina Faso -

Date de mise en ligne : samedi 29 mars 2008

Libération Afrique

A la suite du premier Forum Social, tenu en mars 2007 à Loumbila (province de l'Oubritenga), les représentants de différentes organisations de la société civile du Mali, du Togo, du Nigeria, du Bénin, du Burkina Faso et d'Europe ont oeuvré à concrétiser le voeu de la tenue d'une deuxième édition à Ouahigouya (Province du Yatenga) les 27, 28 et 29 mars 2008 autour du thème "Intégration régionale et souveraineté alimentaire".

Cette rencontre nous a plus que convaincu de la nécessité de nous mobiliser pour construire un monde plus digne et plus juste sur le socle d'une économie plus humaine qui épargnerait notre monde d'une autodestruction programmée.

En effet, la sous région Ouest africaine, victime multiséculaire du pillage orchestré et entretenu par les puissants de ce monde, a aujourd'hui le devoir de se battre pour son mieux-être et celui de ses enfants.

Le Forum Social Ouahigouya 2008 est de ce fait un signe de la nécessaire solidarité que nos peuples doivent mettre en oeuvre pour faire mieux entendre leur refus de continuer à subir les politiques dictées par l'ordre néo libéral, dont le système de valeurs n'est fondé que sur la marchandisation.

A l'issue de ces trois jours de travaux, les participants à ce forum ont retenu les recommandations suivantes pour interpeller tous nos dirigeants et toutes les consciences sensibles aux périls dans lesquels s'enfonce l'humanité. Il est urgent d'agir autrement et c'est pourquoi Nous, participants au Forum Social Ouahigouya 2008,

- réaffirmons notre rejet de toutes les politiques néolibérales imposées à nos peuples et leurs dérivées mêmes déguisées ;

- rejetons avec force les Accords de Partenariat Economique (APE) dans leur forme actuelle ;

- condamnons toute violation des droits humains dans nos pays et demandons aux dirigeants de la sous-région d'oeuvrer à une rapide et réelle concrétisation de l'intégration entre nos peuples ;

- réitérons notre refus de la corruption et de la mal-gouvernance dans toutes les sphères de la vie nationale. Elles constituent des sources d'injustice, de violence et de liquidation des droits fondamentaux de l'Homme ;

- réaffirmons également notre engagement à produire ce que nous consommons, et à consommer ce que nous produisons pour soutenir nos producteurs et pour vivre plus sainement ;

- exigeons l'adoption d'une réelle politique agricole plus cohérente

  - Qui intègre la souveraineté alimentaire,
  - Qui prenne en compte les revendications légitimes des producteurs,
  - Qui protège nos produits par les tarifs douaniers jusqu'à 50%,
  - Qui favorise les semences locales sélectionnées et améliorées,
  - Qui rejette les OGM qui menacent notre agriculture et notre environnement et nous enfoncent dans la dépendance,
  - Qui revalorise le prix du coton, refuse le coton Bt de Monsanto et fait la promotion du coton bio,
  - Qui favorise les productions locales rémunératrices pour les producteurs, et en particulier les filières biologiques,

Copyright © Libération Afrique

- Qui crée des réseaux efficaces de distribution et de commercialisation des produits agricoles.
- Qui prenne mieux en compte l'élevage et la production du lait local en améliorant l'alimentation des boeufs, en valorisant la production du lait local et la marque "Burkina Lait".

Le combat contre la vie chère ne sera effectif que dans une réelle politique agricole.

Rappelons qu'il n'y a pas de souveraineté alimentaire sans sécurisation foncière, et que nul n'a le droit de s'approprier des terres au détriment des habitants et de la production alimentaire.

- Exigeons que soit développée une politique réelle d'intégration pour notre sous-région.

- Exigeons la levée des barrières frontalières pour la libre circulation des personnes qui est un droit fondamental

- Exigeons une réelle promotion de toutes nos richesses culturelles

- Exigeons que tous les droits des migrants soient les mêmes que ceux des pays d'accueil

- Exigeons une meilleure gestion de l'eau dans la sous région, qui est un patrimoine commun

- Exigeons une harmonisation et une coordination des systèmes d'éducation et de santé, l'interconnexion des infrastructures routières et ferroviaires, électriques, et tous les moyens de communication qui accompliraient rapidement l'intégration sous-régionale

- Exigeons le respect des femmes dans toute la sous-région, en améliorant la communication entre hommes et femmes, en éduquant les garçons, en cultivant la solidarité entre les femmes et en promouvant une culture de la paix

Oui, un autre monde est possible, où chaque homme et chaque femme pourra trouver sa place et sa dignité, travailler et vivre en paix parce que l'homme sera remis au centre des préoccupations politiques et économiques. Oui, un autre monde est possible, si nous sommes tous unis et solidaires pour construire par nos luttes ce monde que nous voulons. Un autre monde est possible, une autre Afrique est possible, une autre Afrique de l'ouest est possible, un autre Burkina Faso est possible.

Les participants du forum.

Copyright © Libération Afrique